

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 11 mars 2013

Retraites : comme un air de déjà-vu

La ministre des affaires sociales, Marisol Touraine, a prévenu dimanche dernier : des « efforts » seront demandés « à tous les Français ». Un air connu. Revoilà le conseil d'orientation des retraites (l'effrayant COR !) qui sort du bois pour simuler un déficit terrible... en 2020 ! Et qui propose les « pistes » habituelles : nous faire travailler plus longtemps, augmenter les cotisations et baisser nos pensions.

De leur côté, le Medef et les directions syndicales, les « partenaires sociaux », qui décidément s'entendent comme larrons en foire, devraient annoncer cette semaine un accord sur les retraites complémentaires : elles ne seront tout bonnement plus indexées sur l'inflation !

Un gouvernement au service des patrons

Si rien n'est fait, le déficit des caisses de retraite sera de 20 milliards en 2017, nous disent les « experts » appointés par le gouvernement. 20 milliards ! Soit le montant du crédit d'impôts aux entreprises voté en décembre dernier par l'assemblée nationale socialiste... Une goutte d'eau dans l'océan des subventions, des niches fiscales et des commandes d'Etat qui enrichissent toujours plus les grands groupes. Sans même parler des multiples exonérations de charges patronales qui à elles seules expliquent l'intégralité du « trou de la sécu ».

Pourtant, même dans la crise, le patronat est loin d'être à l'article de la mort. En témoignent les profits des entreprises du CAC 40, publiés cette semaine. Les « réserves de cash » des multinationales atteignent des records historiques : Total, à lui seul, est assis sur un tas d'or de 18 milliards d'euros, immédiatement disponible.

Mais, toute honte bue, le gouvernement n'hésite pas à faire les poches aux salariés et aux retraités pour combler les trous creusés par sa politique d'aide aux plus fortunés.

Retour vers le futur

Les ministres et autres ténors socialistes, reprennent les vieux disques rayés... de Sarkozy, qui avait déjà commis une énième réforme contre les retraites en

2010. L'espérance de vie augmente, ma bonne dame, il faut donc travailler plus. Et cotiser plus. Et gagner moins, à la retraite comme dans la vie active.

Mais que pèse l'augmentation de l'espérance de vie, de quelques mois toutes les décennies, par rapport à l'explosion du chômage qui atteint 10,6% de la population active et réduit d'autant le nombre des cotisants qui alimentent les caisses de retraite ? A qui la faute, sinon aux patrons qui licencient massivement et vident des usines entières comme celle de PSA à Aulnay-sous-Bois ou de Goodyear à Amiens-Nord ?

Le chômage fait aussi pression sur ceux qui ont un emploi, en les poussant à accepter des salaires de plus en plus bas. Un chantage patronal qui prend aujourd'hui le nom d'« accord compétitivité-emploi » et que les socialistes souhaitent inscrire dans la loi. Un nouveau manque à gagner pour les caisses de retraite, puisque les cotisations sont proportionnelles aux salaires.

Sauvons-nous nous-mêmes !

Interdiction des licenciements, partage du travail entre tous jusqu'à l'extinction du chômage, augmentation des salaires de 300 euros par mois, voilà les mesures qui peuvent réellement « sauver les retraites ». Ce sont donc les ouvriers de PSA, en grève depuis huit semaines pour garder leur emploi, ou ceux de Goodyear, qui font le véritable « effort » pour sortir de l'ornière de l'austérité généralisée. Et c'est Valls qui leur envoie les CRS.

Licenciements, précarité, chantage patronal, et maintenant les retraites. La boucle est bouclée. Au moins, les choses sont claires. Face au patronat et au gouvernement, pour stopper cette politique d'appauvrissement généralisé, il va falloir s'y mettre tous ensemble.

- **Interdiction des licenciements et des suppressions de postes !**
- **Pas touche à nos retraites !**

Retraités, salariés, chômeurs, même combat contre le gouvernement et les patrons casseurs d'usines et tueurs d'emplois !

Le 8 mars, journée de la démagogie

Une journée par an, et seulement une, la direction « met les collaboratrices à l'honneur ». Cette année c'était pouvoir venir se faire tirer le portrait dans l'espace Com seule ou accompagnée d'une ou plusieurs collègues... immense considération s'il en est !

Pourtant la direction de PSA avait des belles ambitions en 2009, avoir 15 % de femmes chez ses cadres dirigeants en 2013... las, se sera repoussé à 2015.

A ce rythme la véritable égalité entre les femmes et les hommes, à commencer par les salaires et les responsabilités, ce n'est pas encore pour demain. Chez PSA comme ailleurs.

... Et pourquoi pas 100 balles et un Mars aussi ?!

A force de matraquer que PSA était dos au mur, fallait être sourd pour ne pas comprendre : c'est tout juste si bientôt ils nous feraient pas les poches. Et bien ça y est, le rêve de la direction est exaucé. Avec son livret d'épargne Distinguo, la « Banque PSA » – renflouée de 7 milliards il y a 5 mois à peine ! – offre gentiment à ses « collaborateurs » de lui confier leur épargne... pour la refinancer ! Du cash qui servira à prêter aux futurs clients pour rebooster les ventes, le tout au taux exorbitant de 11 % ! Une belle marge donc, par rapport au taux du livret qui plafonne à... 2,30 %. L'objectif ? Tout simplement nous ronger jusqu'à l'os. Difficile de baisser les salaires en dessous de 0 % ? Qu'à cela ne tienne ! Récupérons donc sur les salaires déjà versés !

Au QG des patrons voyous

Après s'être fait claquer la porte au nez à l'Hôtel de Ville de Paris, 48 heures ont suffi aux grévistes d'Aulnay pour en tirer les leçons : vendredi ils ont réussi à investir les locaux de l'UIMM. Dans ce parlement des patrons de la métallurgie, où ils élaborent leur politique anti-ouvrière, des siècles d'exploitation leur ont permis d'accumuler un luxe incroyable, que les grévistes pu apprécier pendant 5 heures ! Ils sont sortis en scandant « on est des ouvriers, pas des casseurs, les casseurs, c'est les patrons ! »

9 semaines de grève !

Le 28 février, les grévistes d'Aulnay ont organisé le versement de la première paye de grève. 800 € pour ceux qui avaient fait 4 semaines de grève, ça ne compense pas tout à fait la perte de salaire mais ça a renforcé l'enthousiasme des grévistes. Et les collectes continuent car les caisses sont à nouveau vides. Samedi dernier plus de 9 000 € ont été récoltés au péage de Fontainebleau.

Malgré toutes les calomnies de PSA la grève tient bon, en partie parce que la solidarité reste intacte !

Les restructurations feront valser tout le monde

C'est parti, les premières réorganisations sont mises en œuvre, notamment dans la branche DSEE, avec pour objectif de regrouper différents services pour faire la chasse aux doublons et mutualiser tout ce qui pourra l'être. Après les prestataires virés et nos collègues, c'est maintenant le tour de nos N+1 à qui on impose le jeu des chaises musicales.

La direction ne semble pas vouloir faire dans le détail, après les uns, elle s'attaque maintenant aux autres...

Prêter les uns pour mieux nous exploiter tous

Le prêt de personnel se généralise dans les centres techniques. À l'intérieur des services et d'un service à l'autre. On est passé progressivement de l'incitation ferme, à la forte pression jusqu'à l'obligation formelle. Plus question de ne rien fiche : si le projet ne vient pas à « toi », c'est « toi » qui iras au projet... dans un autre service. La suite logique c'est le prêt inter-site que la direction concocte dans ses prochains « accords compétitivité » afin qu'il soit non seulement obligatoire mais même inscrit dans le contrat, et dans la loi.

Aujourd'hui il n'y a plus un seul service qui ne soit pas surchargé, déplacer quelqu'un c'est faire s'effondrer le château de cartes. Ils veulent combler les trous ? Ils n'ont qu'à embaucher !

Auto-évaluations à 360° à effet « girouette »

Les RH ont introduit, sans qu'on en ait entendu parler officiellement ni même lors de nos EI, des « évaluations 360° » : un questionnaire pour évaluer les bonnes mœurs de nos « managers ». Pas de panique, c'est bien cadré : entre les chefs qui prétextent un manque de temps et qui feront donc du « 180° », pour éviter d'être noté par leurs subalternes, et ceux qui s'arrangent pour que les évaluations ne soient pas anonymes...

Qu'importe que les critères soient là aussi subjectifs ou que ce type d'évaluation ne soit pas confié à des cabinets « extérieurs », pour éviter règlement de comptes et encourager la brosse à reluire.

Rien pour mettre en danger nos chefs, rebaptisés « managers », qui sont à n'en pas douter l'avenir du « nouveau PSA » : pour « faire faire » plus avec moins. C'est vrai qu'ils n'auront pas tâche facile !

Attaque locale, menace globale

A PSA Caen, un accord local a été récemment signé, qui prévoit une baisse du temps de travail accompagnée d'une baisse de salaires : jusqu'à – 25 € pour les salariés en équipe et – 40 € pour la nuit pour 3h 30 en moins par mois. Sous prétexte de baisse des ventes, chaque site sera soumis au même chantage, c'est à cela que les accords signés avec le Medef ouvrent la voie.

Accords qui n'engagent que ceux qui les signent

8 250 suppressions de postes, augmentation de 6,5 % du temps de travail annuel, suppressions de RTT, gel des salaires, mobilité géographique... Les accords de compétitivité Renault constituent une attaque en bonne et due forme contre tous les salariés. Certains syndicats, satisfaits des promesses de volumes de production et des retouches cosmétiques faites au projet initial de la direction, sont prêts à les signer.

Mais ce n'est pas parce qu'ils vont à la niche que les salariés les suivront.

Collecte au drapeau rouge le mardi 26 mars 2013

Vos diffuseurs préférés seront de nouveau présents la semaine prochaine et accepteront avec plaisir votre générosité financière pour que continue la dénonciation des sales coups de la direction. Nous vous remercions par avance de votre soutien.